

Maurice

La croissance du PIB réel devrait s'établir à 5.5 % en 2024, puis à 4.5 % en 2025. Elle sera principalement tirée par une reprise vigoureuse du tourisme, de la construction et de l'investissement. La croissance de l'investissement devrait être stimulée par l'investissement direct étranger et l'investissement public, en particulier dans le secteur du logement. L'inflation a poursuivi son repli en 2023 et devrait s'établir dans la fourchette de 2 à 5 % retenue comme objectif par la Banque de Maurice d'ici à la fin de 2024, puis descendre encore à 4.2 % en 2025.

La politique budgétaire demeure expansionniste, les dépenses publiques n'ayant pas renoué avec les niveaux d'avant la pandémie de COVID, tandis que la croissance des recettes n'a pas tenu le rythme. L'assainissement des dépenses et la mobilisation de recettes supplémentaires sont nécessaires pour réduire la dette et créer une marge de manœuvre budgétaire. La politique monétaire devrait rester stable, avec un taux directeur maintenu à 4.5 %, étant donné que l'inflation devrait se situer dans la fourchette retenue comme objectif et que la croissance économique reste solide. L'accroissement du taux d'activité des femmes atténuerait les pénuries de main-d'œuvre, renforcerait la croissance et favoriserait l'inclusion.

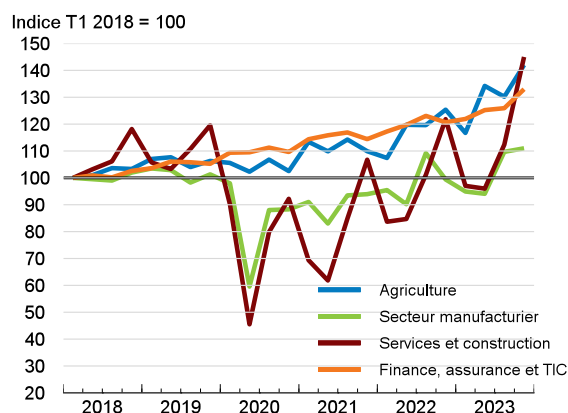
L'activité économique reste vigoureuse

L'économie a progressé fortement et à la mi-2023, la croissance dépassait les niveaux d'avant la pandémie. La croissance du PIB réel s'est établie à 8.9 % en 2022 et 7 % en 2023, tirée par un fort rebond du tourisme, de la construction, de l'investissement et des exportations. L'investissement public a sensiblement progressé grâce à de grands projets d'infrastructures de logement et de transport, tandis que l'investissement privé a augmenté de 20 %. Les entrées d'investissement direct étranger ont augmenté de 26 % en 2023. Les arrivées de touristes ont progressé de 30 % par rapport à 2022 et renoué avec les niveaux d'avant la pandémie, les recettes du tourisme ayant, pour leur part, dépassé les niveaux d'avant la pandémie. La hausse des arrivées de touristes est restée forte en janvier et février 2024. La consommation des ménages est elle aussi restée forte en 2023, encouragée par le repli de l'inflation et les mesures de soutien public. Sous l'effet du redressement des salaires réels et de la hausse récente du salaire minimum, la confiance des consommateurs est restée au beau fixe au début de 2024 et les dépenses de consommation ont augmenté de 2 % en janvier. Les indicateurs du tourisme et du secteur des services font également apparaître une vigueur soutenue au début de 2024.

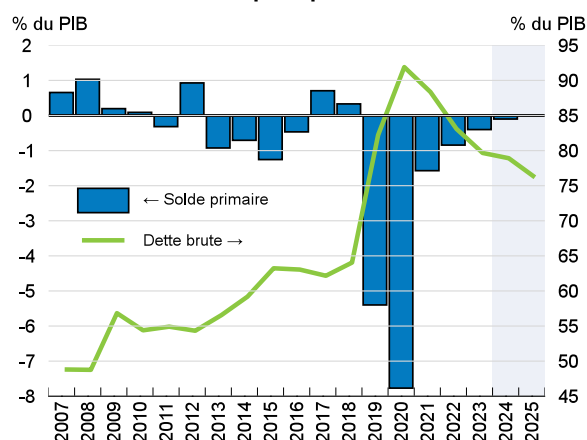
À court terme, les évolutions mondiales laissent entrevoir des perspectives favorables. Le tourisme rebondit et les touristes viennent d'un éventail de pays de plus en plus large. Malgré le rebond récent des prix de l'énergie, le contexte mondial, et notamment la baisse des prix des matières premières et de l'énergie par rapport à 2022, contribue à faire descendre l'inflation comparativement à son pic de 2022.

Maurice

Une croissance robuste dans les services, la construction et l'agriculture



La dette publique diminuée



Source : Banque de Maurice.

StatLink <https://stat.link/uect1z>

Maurice : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Maurice						
PIB aux prix du marché	Prix courants milliards de MUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018)				
PIB aux prix du marché	439.7	3.4	8.9	7.0	5.5	4.5
Consommation privée	316.5	3.0	3.3	2.6	2.3	3.1
Consommation publique	73.9	-2.2	6.4	-3.7	1.8	1.5
Formation brute de capital fixe	70.3	14.0	7.8	30.9	12.0	3.5
Exportations de biens et services	160.0	11.5	40.2	1.1	1.8	4.3
Importations de biens et services	188.5	7.3	10.2	1.8	1.5	2.4
<i>Pour mémoire</i>						
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.1	7.7	6.1	6.0	6.0
Indice des prix à la consommation	—	4.0	10.8	7.0	4.9	4.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.0	-3.2	-2.5	-2.1	-2.0
Solde financier primaire des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.6	-0.8	-0.4	-0.1	0.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	88.4	83.1	78.6	78.9	76.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-13.0	-11.5	-5.5	-4.6	-3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink <https://stat.link/f1lnwd>

L'assainissement des finances publiques doit être poursuivi

La politique budgétaire est modérément expansionniste, la hausse des dépenses publiques postérieures au COVID-19 n'ayant pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie et les recettes fiscales n'ont pas évolué au même rythme que les dépenses. Cependant, les plans budgétaires actuels ambitionnent à juste titre une réduction du déficit primaire dans les deux prochaines années. Une croissance vigoureuse a contribué à réduire la dette publique, revenue de 91.9 % du PIB en 2020 à moins de 80 % en 2023. À l'avenir, le vieillissement de la population et l'augmentation des engagements de dépenses sociales accentueront les tensions budgétaires, notamment parce que la réforme des retraites de 2022 a

considérablement augmenté le niveau des prestations versées au titre des minima vieillesse. En 2023, la Banque de Maurice a révisé son cadre de politique monétaire et vise désormais une inflation comprise entre 2 et 5 %. Le taux d'intérêt directeur devrait rester à son niveau neutre actuel de 4.5 %, qui semble approprié compte tenu du repli de l'inflation, de la stabilisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et du ralentissement de la hausse des prix à l'importation. Cette politique pourrait être assouplie si l'activité économique venait à ralentir plus rapidement que prévu.

Une croissance soutenue, tirée par les échanges, l'investissement et la consommation

Après la nette reprise en 2022 et 2023, la croissance économique reviendra à des niveaux plus modérés, mais elle devrait néanmoins rester forte, à 5.5 % en 2024 et 4.5 % en 2025, grâce principalement à la vigueur de l'investissement et du tourisme. Les récents accords commerciaux avec l'Inde, avec la Chine et dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine sont désormais en vigueur. Ils permettent de réduire les obstacles aux échanges et devraient entraîner une hausse des exportations. Le rapprochement commercial entre Maurice et l'Afrique offre d'importantes possibilités de développement des exportations de services aux entreprises. La consommation des ménages devrait monter en régime, grâce à l'effet favorable, sur les termes de l'échange, des baisses antérieures des prix de l'énergie, au repli de l'inflation et au recul du chômage. L'inflation globale devrait revenir dans la fourchette retenue comme objectif d'ici à décembre 2024 et poursuivre sa décrue en 2025. Un assainissement budgétaire plus lent que prévu à l'approche des élections pourrait entraîner des risques de révision à la baisse des projections en amplifiant les tensions inflationnistes, imposant un resserrement de la politique monétaire, et en freinant la croissance. À l'inverse, une nouvelle montée des tensions en mer Rouge, qui nécessiterait d'emprunter plus fréquemment la route maritime du cap de Bonne-Espérance, pourrait stimuler la demande de services portuaires mauriciens. Son rôle de plateforme d'échanges en serait renforcé et ses exportations de services accrues.

Remédier aux goulets d'étranglement sur le marché du travail pour stimuler la croissance

Il sera indispensable de résoudre les goulets d'étranglement structurels, et plus particulièrement les pénuries de main-d'œuvre à tous les niveaux de qualification. Réduire l'écart de taux d'emploi entre les genres sera un moyen d'atténuer les pénuries de main-d'œuvre et de mobiliser un potentiel inexploité. La croissance en serait renforcée et plus inclusive. La reconstitution de marges de manœuvre budgétaires par la réduction de la dette publique, notamment la mobilisation de recettes fiscales supplémentaires via les taxes sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les bénéfices des sociétés, aiderait à se préparer à répondre aux besoins de dépenses futurs, liés notamment à la protection sociale, à des chocs extérieurs ou encore à des phénomènes météorologiques extrêmes.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Maurice », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dc753f50-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.